

Charles Sapin : « L'alliance des droites au Parlement européen est la révolution politique de ces dix dernières années »

LE FIGARO. - En 2024 dans *Les Moissons de la colère*, vous décriviez une poussée nationaliste en Europe. La percée de Nigel Farage lors des élections locales britanniques en est le dernier exemple. Comment analysez-vous ce résultat ?

CHARLES SAPIN. - Nigel Farage a réussi à transformer ce scrutin local en référendum contre la politique du premier ministre travailliste Keir Starmer. Il est parvenu à séduire un électorat conservateur déçu par Boris Johnson, très hostile aux changements socioculturels en Grande-Bretagne et à l'immigration en particulier. Cette victoire de Reform UK s'inscrit sans conteste dans cette dynamique nationaliste irrépressible décrite dans mon livre. Depuis son écriture, le FPÖ autrichien a atteint un score historique de 29 % aux législatives de septembre 2024, l'AfD a obtenu son meilleur résultat en Allemagne avec 20,5 % en février 2025, Chega est devenu la première force d'opposition au Portugal en mai 2025, et le PiS a remporté la présidentielle polonaise en juin.

En Europe, quasiment sans exception, les forces nationalistes progressent dans les urnes. Les trois moteurs que j'avais identifiés n'ont pas faibli : l'incapacité des partis traditionnels à apporter une réponse durable sur l'immigration, la prégnance croissante des sujets identitaires avec un clivage autour du mode de vie, et la polarisation sur la question

environnementale, notamment autour de ce que les nationalistes appellent l'« écologie punitive ».

Pourtant, celui qui incarnait le national-populisme en Europe depuis 16 ans, Viktor Orbán, a été défait. Comment l'expliquer ?

Orbán a été battu sur ce qui l'avait fait élire : la dénonciation de la corruption d'un système qu'il a fini par incarner. Son régime est devenu une kleptocratie insoutenable, rejetée jusque dans la ruralité hongroise qui était pourtant son bastion. Sa posture d'opposition systématique à l'Union européenne a eu des conséquences économiques très lourdes : 22 milliards d'euros de fonds européens gelés, 6 milliards de plans de relance bloqués, en pleine crise énergétique. Chaque année, c'est l'équivalent de 10 % du PIB hongrois qui manquait dans les caisses.

Son successeur, Péter Magyar n'est cependant pas le progressiste que d'aucuns se plaisent à croire. Il est lui-même issu du Fidesz. Il a fait campagne en traitant Orbán de mou sur les questions migratoires et a voté contre l'envoi d'armes à l'Ukraine. Magyar promet cependant d'en finir avec le populisme d'Orbán, de débloquer les fonds européens, de pratiquer l'entrisme et le dialogue au sein des instances européennes plutôt que l'opposition systématique. Ce serait, si la promesse est tenue, le remplacement d'un national-populisme par un national-conservatisme.

Le Parlement européen a adopté fin mars le « règlement retour » pour durcir la politique migratoire communautaire. Cela illustre-t-il une recomposition à l'échelle de l'UE autour d'une nouvelle majorité de droite ?

Oui, et c'est à mon sens la plus grande révolution politique européenne de ces dix dernières années. Le Parlement européen a longtemps été régi par une coalition centrale, et ce verrou est en train de sauter. C'est la leçon du vote du « règlement retour ». Ce texte prévoit la reconnaissance d'un certain nombre de « pays sûrs », ce qui rendrait beaucoup plus difficile l'admission de demandeurs d'asile issus de ces pays au sein des Vingt-Sept. Il reconnaît aussi la possibilité d'éloigner des étrangers en situation irrégulière non plus seulement vers leur pays d'origine, mais également vers des pays tiers.

Ce serait, potentiellement, une réponse au problème des OQTF inexécutées. Pour mesurer l'ampleur du changement : le projet de loi immigration de Bruno Retailleau, qui a fait tant débat en France et censurée par le Conseil constitutionnel, n'est que l'ombre de ce règlement. Le Parlement européen, qui était depuis des décennies un frein au durcissement des politiques migratoires nationales, est en train de devenir leur moteur.

Comment cette bascule est-elle devenue possible ?

Avant les dernières élections européennes, les forces nationalistes représentaient environ 130 élus, éparpillés dans plusieurs groupes et marginalisés. Aujourd'hui, ils sont plus de 200. S'ils s'associent aux 188 eurodéputés du Parti populaire européen, ils peuvent former une majorité.

Ce calcul est apparu en septembre 2024, lors d'un vote sur le Venezuela visant à reconnaître Edmundo Gonzalez Urrutia comme le véritable chef de l'État, face à l'élection truquée de Maduro. La gauche et les libéraux avaient voté contre. Dans les parlements précédents, cela aurait suffi à faire échouer le texte.

Mais, cette fois, le PPE a allié ses voix aux trois groupes nationalistes : les Conservateurs et réformistes européens, les Patriotes pour l'Europe, et l'Europe des nations souveraines. On appelle désormais cette alliance la « majorité Venezuela ».

Depuis, cette majorité produit des effets très concrets. En novembre 2025, elle a en partie détricoté le « pacte vert » et les normes antidéforestation. Depuis décembre 2025, elle s'attaque au sujet le plus névralgique : l'immigration. Depuis dix ans, la polarisation principale opposait les forces populistes aux forces libérales proeuropéennes. Ce clivage peuple contre élites est en train de se dissoudre au profit d'un nouveau clivage droite-gauche, plus identitaire que social, centré sur le mode de vie, l'immigration et les valeurs. Les droites traditionnelles, témoins de leur propre perte de vitesse électorale, ont commencé à briser les digues qu'elles avaient elles-mêmes érigées contre les nationalistes pour s'en servir comme forces d'appoint. Ce faisant, on assiste à un grand remplacement de la droite traditionnelle par la droite nationaliste.

Le RN tente lui aussi de sortir de ce clivage peuple - élites, en se rapprochant des milieux patronaux. Peut-il rallier ces élites à sa cause sans perdre son socle populaire ?

C'est précisément la question de la prochaine présidentielle. Le RN a construit, à partir de son positionnement populiste d'origine, un socle granitique dans les classes populaires. Mais ce socle a un plafond. Jérôme Sainte-Marie l'a très bien théorisé dans son livre *Bloc contre bloc* : avec les seules classes populaires, on gagne un premier tour, pas un second. L'électorat qui fait les élections est modéré, mondialisé, CSP+, et davantage mobilisé dans les urnes que les classes populaires.

Le RN l'a compris et cherche à élargir son socle électoral sans pour autant perdre sa base. Aux dernières européennes, il est devenu la première force chez les retraités, terrain qui lui était jusqu'alors inconnu.

Depuis 2018, le RN a abandonné la sortie de l'UE, de l'euro, de la CEDH, l'interdiction de la double nationalité, du port du voile dans l'espace public, la retraite à 60 ans sans que son socle populaire n'effrite. Aux dernières européennes, ils réalisaient 45 % chez les classes populaires, 54 % chez les ouvriers, un score plus élevé que le Parti communiste à son apogée. C'est colossal. La ligne de crête reste étroite, et le sort judiciaire de Marine Le Pen décidera qui d'elle ou de Bardella sera candidat à la présidentielle. Ce qui aura des conséquences directes sur la ligne choisie. Bardella montre une appétence pour une ligne davantage nationale-conservatrice, plus pragmatique, moins anti-élite, cherchant à rassembler ce qu'il appelle lui-même une « bourgeoisie patriote ».